# Tunisie : « Quelle type de révolution est la révolution tunisienne ? Un débat classique au sein de la gauche tunisienne »

jeudi 15 septembre 2011, par BELHADJ Ahlem (Date de rédaction antérieure : 28 août 2011).

**Quelle est la situation en Tunisie ? Quels sont les enjeux ? Quels sont les obstacles à la poursuite du processus révolutionnaire ? Nous retranscrivons ici des extraits de l'intervention de Alhem Belladj lors du meting de l'Université d'été du NPA à Port Leucate.**

En Tunisie, le Conseil de protection de la révolution a été remplacé par la Haute Instance de protection de la révolution et de transition démocratique qui est là pour casser l'élan révolutionnaire. Non seulement elle a fait éclater le Conseil de protection de la révolution mais également le Front du 14 Janvier.

La Constituante était prévue pour le 24 juillet, mais rien n'a été fait pour qu'elle soit faite à temps, tout a été reporté au 23 octobre.

Il y a des revendications populaires et démocratiques urgentes, notamment au niveau de la magistrature, de l'économie et des médias.

La demande de procès des anciens responsables est présente. Or pour cela, il fallait une réforme en profondeur de la magistrature. Jusque-là, ce qui a été fait est nettement insuffisant. Lors des procès, des ministres ont été acquittés, Ben Ali a été condamné pour trafic de drogue, et le général Seriati pour fabrication de passeports… Voilà la réalité, on n'a pas eu de procès digne de ce nom.

Les médias […] restent sous le monopole de l'argent sale, plusieurs chaînes de télé sont directement liées à l'ancien pouvoir.

L'économie, c'est aussi le droit au travail, à une vie digne, et là il n'y a rien. Les petites réussites sont les mouvements de salariés dans quelques secteurs. On a réussi à interdire l'exploitation majeure dans la sous-traitance, par exemple, ou des améliorations pour les fonctionnaires. Mais au niveau des choix politiques, il n'y a rien. La vie est de plus en plus chère, les mesures pour les jeunes chômeurs sont insuffisantes. Il y a surtout un renforcement des liens avec l'impérialisme international. Par exemple, la dette tunisienne, dont une grande partie payée par les Tunisiens, est allée dans les poches de la corruption. Ensuite, les accords, en particulier avec l'Union européenne, sont complètement en défaveur de la Tunisie et ne remettent pas en cause les anciens rapports, au contraire.

Les femmes ont beaucoup participé au processus révolutionnaire. Il y a aujourd'hui deux aspects. L'un est l'avancée de leurs droits. Avec la Haute Instance, on a au moins permis d'imposer la parité. Mais pour les questions spécifiques, la situation reste difficile, notamment pour abolir les lois discriminatoires. La question du statut personnel hérité de 1956 a été posée aux partis. Devant la pression féministe, féminine et de certains partis, le gouvernement a traité la question de l'élimination de toutes les formes de violences.

Quelle type de révolution est la révolution tunisienne ? Une révolution démocratique ? Socialiste ? C'est un débat classique au sein de la gauche tunisienne.

En ce qui concerne l'auto-organisation, les conseils régionaux et locaux de protection de la révolution restent, mais leur coordination n'émerge pas réellement et n'est pas à la hauteur des attentes pour contrecarrer la marche de la contre-révolution. Il y a eu très peu de comités d'auto-organisation, essentiellement après la révolution, dans certaines entreprises qui appartenaient aux familles qui avaient déserté… Il y a eu quelques initiatives, des occupations, surtout dans les fermes, dans le cadre de la réforme agraire.

Depuis la révolution, l'UGTT est devenue très volontaire, contrairement aux débuts, où elle souhaitait cacher et contrôler les luttes sociales, en attendant d'assurer la transition démocratique à travers l'Assemblée constituante.

Le Front du 14 Janvier a rassemblé les forces révolutionnaires et radicales. Mais sa charte n'était pas très claire, notamment concernant le type de gouvernement souhaité. Les forces révolutionnaires étaient faibles, mais elles auraient pu s'allier avec les forces sociales pour aller vers un gouvernement populaire et ouvrier. Mais ça n'a pas été un mot d'ordre au sein du Front parce que, pour certains, il fallait réaliser l'étape démocratique avant la phase sociale et révolutionnaire. Le Front comportait aussi des nationalistes qui n'avaient rien à y faire. Il a rapidement éclaté, d'abord à cause de la Haute Instance, mais aussi à cause des alliances pour la préparation de la Constituante.

Le gouvernement Essebsi contrôle tout, malgré les instances indépendantes qui organisent les futures élections. Les médias, l'argent politique, l'absence d'unité de la gauche va amener essentiellement les islamistes et les libéraux. On a viré le RCD par la porte, mais il est revenu par la fenêtre. Malgré la Haute Instance, l'argent est incontrôlable : un parti que personne ne connaît peut être présent partout à la télé, dans la rue, à l'aéroport, parce qu'il a de l'argent, même s'il n'a ni base sociale ni projet de société.

La LGO a été présente partout durant le processus révolutionnaire : nous avons été les coordinateurs essentiels des mobilisations à la Casbah, nous étions très présents au niveau syndical, avec les jeunes… On a plus de dirigeants que de base pour le moment, parce qu'on est en train de se construire. On a débattu sur la participation ou non à la Constituante. On a décidé d'y participer tout en dénonçant ce qu'il se passe et en travaillant les illusions sur la Constitution considérée comme une solution pour les opprimés.

**Ahlem Belladj**

---

## P.-S.

* Publié dans : Hebdo Tout est à nous ! 114 (08/09/11).